

## Les politiques de la ville : donner un sens au territoire

Intervention du 6 juin 2002 au colloque Espaces et territoires : du public à l'habitant - 6-7 juin 2002, Roubaix

**Michel David**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/110>

DOI : 10.4000/edc.110

ISSN : 2101-0366

### Éditeur

Université Lille-3

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

ISSN : 1270-6841

### Référence électronique

Michel David, « Les politiques de la ville : donner un sens au territoire », *Études de communication* [En ligne], 26 | 2003, mis en ligne le 13 octobre 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/110> ; DOI : 10.4000/edc.110

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# Les politiques de la ville : donner un sens au territoire

Intervention du 6 juin 2002 au colloque Espaces et territoires : du public à l'habitant<sup>1</sup> - 6-7 juin 2002, Roubaix

Michel David

---

- 1 Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,
- 2 Tout d'abord, permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue dans cette ville et dans ce lieu historique de l'ancienne Usine MOTTE BOSSUT, emblématique des « châteaux de l'industrie », qui a été transformé en centre inter-régional des Archives du Monde du Travail dans le cadre des grands travaux du Président MITTERRAND.
- 3 Votre colloque devait se dérouler dans ce site hautement significatif de la politique des friches industrielles de la ville et du renouvellement du centre ville et des problématiques de mémoire collective qui sont au cœur de notre politique culturelle.
- 4 Mon intervention présentera le point de vue d'une collectivité locale (la ville de ROUBAIX), sur les enjeux que vous évoquez au croisement du territoire, du public et des habitants.
- 5 Permettez-moi d'abord de présenter très rapidement cette ville. Ville de près de 100 000 habitants, dans une métropole multipolaire, transfrontalière, de plus d'un million d'habitants, ROUBAIX reste profondément marquée par son histoire. Au XIXe siècle, une révolution industrielle d'une extrême brutalité a bouleversé le paysage humain et urbain. De moins de 10 000 habitants au début du siècle, cette ville a atteint, à la fin du siècle, 124 000 habitants et, en 1870, elle est la quatrième ville belge du monde puisque la majorité de sa population était de nationalité étrangère belge. La croissance de la population est due, pour l'essentiel, à ce vaste mouvement migratoire (l'exode rural venant du plat pays a débordé sur l'autre côté de la frontière pour devenir une vague d'immigration). Le paysage urbain s'est construit dans cette frénésie migratoire ; demirurale, la ville de ROUBAIX est devenue une puissante cité textile « aux mille cheminées », où les quartiers d'habitat ouvrier sont enroulés autour des usines, sans plan d'urbanisme préalable. Le canal de ROUBAIX, qui dans la première partie du XIXe siècle traversait la

ville de son site actuel vers le Parc Barbieux en passant sous les fenêtres de ce centre des Archives du Monde du Travail, avec pour objectif d'amener à l'industrie textile, l'eau et le charbon nécessaires à son activité, ce canal traversant la ville a été abandonné pour des raisons techniques. Avec les remblais, le Parc de Barbieux a été aménagé et un creusement a été effectué contournant la ville par le nord, dans sa configuration actuelle donc, entraînant l'implantation de nouvelles usines comme le Peignage Amédée Prouvost et la Lainière de ROUBAIX.

- 6 Ville marquée très tôt par l'immigration, profondément ouvrière, construite autour du travail, marquée par un habitat caractéristique (la courée), Roubaix a traversé le siècle et rencontré une crise durable dans les années 1950. Alors que de nouvelles vagues migratoires venues pour l'essentiel d'Algérie modifiaient profondément le paysage démographique (ces vagues migratoires étaient liées aux transformations de l'industrie textile, notamment le passage aux 3 x 8 et à l'incapacité de la petite industrie textile d'adopter une stratégie d'investissement technologique préférant jouer sur le coût de la main d'œuvre), l'industrie dominante est entrée progressivement en crise après la guerre de Corée. Le nombre d'emplois disparus sur près de 40 ans est supérieur aux drames qu'ont connus la sidérurgie, les chantiers navals ou les mines, mais cette hémorragie lente a moins frappé les esprits, et la reconversion a tardé.
- 7 Sur le plan urbain, l'habitat ouvrier ancien de type « courée » construit à moindre prix est devenu largement obsolète à la même période. Cette ville a donc connu, ensemble, une grave crise économique et une grave crise urbaine. Crise économique par un taux de chômage qui a dépassé 30% au milieu des années 90, auquel se combine une pauvreté endémique, transmise de génération en génération (6 000 allocataires RMI, 6 000 jeunes à la Mission Locale pour donner quelques indicateurs). Pauvreté et chômage vont de pair avec une forte personnalité économique de la ville. Si tous les postes de travail présents sur la ville de Roubaix (on pense notamment à LA REDOUTE, à la Vente Par Correspondance) étaient occupés par des Roubaisiens, notre taux de chômage serait « inférieur à 0 ». C'est l'une des caractéristiques fortes de la ville : ceux qui y habitent y travaillent peu, ceux qui y travaillent y habitent rarement. Là où une ville se structurait autour de la culture du travail, aujourd'hui deux mondes s'opposent, celui du travail et celui de l'habitat social, coexistent difficilement, comme le montre la chronique régulière des incidents qui émaillent la cohabitation de quartiers d'habitat social, comme l'Alma et les entreprises leaders dans leur marché, comme LA REDOUTE.
- 8 Cette crise urbaine est donc d'abord une crise de l'habitat ancien privé (obsolescence, insalubrité, indignité, perte de valeur du fait de la qualité médiocre et du manque d'entretien) mais aussi la crise en cycle rapide des quartiers d'habitat social qui avaient été édifiés, sur les ruines de cet habitat insalubre qui avait été rasé. A cela s'ajoutent des problèmes chroniques de densité qui ne facilitent pas l'implantation suffisante d'espaces verts, de parkings, de stationnement.
- 9 C'est enfin, l'insuffisance des services publics au regard des énormes problèmes sociaux posés, ne serait-ce que dans le domaine de la santé, les problèmes d'accessibilité qui ont été partiellement résolus seulement depuis quelques années avec l'ouverture d'une voie rapide médiocrement entretenue, l'arrivée du T.G.V. qui s'arrête plus souvent à Lille qu'à Roubaix et l'ouverture de la ligne 2 du métro en 1999 qui métropolise certes Roubaix mais s'accompagne de lourds problèmes de sécurité qui ont fait craindre pour son avenir.
- 10 Face à cette situation exceptionnelle, avec une présence migratoire d'une force nettement supérieure à la moyenne régionale et comparable aux cités d'Ile-de-France, avec un taux

de chômage encore élevé, avec une crise urbaine atypique au regard de la politique de la ville qui intervient essentiellement sur des quartiers d'habitat social en périphérie mais d'une complexité et d'une profondeur historique rare, la ville a progressivement et pragmatiquement construit des réponses originales. Le projet de la ville encore appelé « Projet de territoire » inscrit en totalité dans la programmation communautaire comme dans les conventions qui organisent l'intervention de la politique de la ville sur son territoire (Contrat de Ville et Grand Projet de Ville), s'est nourri des erreurs et des tâtonnements du passé.

1. Nous avons progressivement compris que l'accompagnement social des populations à l'échelle des quartiers (le Développement Social des Quartiers), ne suffisait nullement à inverser les tendances et qu'il fallait combiner les interventions à l'échelle du quartier, de la ville et de la métropole pour, par exemple, mettre en place des politiques cohérentes en terme d'économie et d'habitat.
  2. Nous avons mieux apprécié le temps nécessaire à ces mutations, face à une crise qui était historique, structurelle et non conjoncturelle. Nous avons compris que la transformation complète de cette ville devait s'étendre sur plusieurs Contrats de Plan et plusieurs mandats électoraux. Si on peut, en quelques années, changer le visage d'un centre-ville grâce à une intervention concentrée, lourde et volontariste, on ne change pas de la même manière la pauvreté des populations précarisées, le niveau de formation professionnelle de cette population, les problèmes liés à la santé et encore moins le niveau global de l'habitat privé. C'est donc là affaire de générations et si nous estimons qu'en 5 ans, on peut changer un centre-ville, qu'en dix ans, on peut inverser la tendance sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville et faire décroître le chômage (qui a diminué de 10% sur 5 ans), la transformation complète relève d'un horizon situé à plutôt 25/30 ans.
- 11 Le projet de la ville est un projet économique (accueil d'un textile haut de gamme, préservation et développement des emplois existants sur le territoire, développement des services d'accès à l'emploi, formation, recyclage des friches industrielles en immobilier d'entreprise par la création d'hôtels d'entreprises), un projet de renouvellement urbain (création d'espaces publics de qualité, densification du réseau des services publics, plan de circulation cohérent, accessibilité normale au regard des standards européens), c'est enfin un projet social, tant dans le domaine de l'éducation et de la jeunesse que dans celui de la santé et de l'action sociale.
- 12 Notre diagnostic est le suivant : pas de politique d'insertion des publics sans transformation urbaine de la ville, seule à même d'assurer un relatif retour à la mixité sociale.
- 13 En effet, notre observation est que, dès lors que la qualité urbaine ne change pas, les publics que nous avons réinsérés et qui sont solvables n'ont de cesse de quitter la ville pour offrir notamment à leurs enfants des conditions de scolarisation meilleures. Ils sont, dès lors, remplacés par d'autres populations pauvres ; en quelque sorte, le caractère très efficace de la turbine d'insertion roubaisienne ne fait qu'accélérer le cycle de recyclage de la pauvreté métropolitaine. Donc, pas d'insertion sans renouvellement urbain. Mais pas de renouvellement urbain sans insertion des populations, faute de quoi le renouvellement urbain ne sera que la création de quelques zones de prospérité, protégées d'un contexte de pauvreté et de frustration par ces barbelés modernes que sont les sociétés de gardiennage, la vidéosurveillance et les différentes équipes de médiateurs. Et enfin, pas de développement économique sans insertion des populations car il apparaît que la simple implantation d'entreprises sur le secteur n'a pas un effet mécanique sur le taux de chômage de la population résidente, tant les problématiques d'accès à l'emploi sont

complexes du fait de l'absence de formation, de l'obsolescence des qualifications et aussi de phénomènes plus lourds comme les comportements culturels qui font obstacle à la mobilité, sans parler des discriminations qui frappent massivement la jeunesse de cette ville, largement issue de l'immigration.

- 14 C'est donc un projet à la fois de renouvellement urbain, d'insertion et de développement économique, un projet que nous appelons « global et intégré » qui est à même d'agir sur des systèmes de production de l'exclusion et de la ségrégation.
- 15 Nous avons aujourd'hui obtenu des résultats : le centre-ville existe, la requalification du canal et de l'Union progresse, certes lentement mais sûrement, et la remise à niveau des quartiers se poursuit : après avoir concentré les interventions sur les quartiers Nord et Ouest, nous poursuivons l'intervention sur ces quartiers notamment en restructurant en profondeur le quartier de l'Alma tout en nous engageant dans la remise à niveau progressive des quartiers Pile/Ste Elisabeth/Moulin-Potennerie qui jouxtent cet équipement.
- 16 C'est dans ce contexte qu'intervient l'émergence d'une politique culturelle innovante et originale. Dans une ville fortement marquée par le travail et la pauvreté, la culture n'était pas en tête de l'agenda des préoccupations. La bourgeoisie locale, plus industrielle qu'industrielle, n'avait, pour la culture, à quelques exceptions près, que le regard qu'on porte sur des dépenses improductives. L'éthique catholique du patronat textile, assez proche ici de la rigueur protestante, n'encourageait pas les dépenses somptuaires. De ce fait, l'équipement culturel de la ville, pourtant la deuxième du Nord/Pas-de-Calais, est resté largement indigent : jusqu'à quelques mois ni musée, ni opéra, ni théâtre... à la différence de Lille ou de villes plus modestes, comme Calais, Arras ou Valenciennes. Du côté de la population, une intense culture populaire (marionnettes, chansons de carnivals, jeux) a progressivement été détruite par l'apparition de l'industrie culturelle de masse : cinéma, radio et télévision ont eu raison des chansons de carnivals, des estaminets et des théâtres de marionnettes.
- 17 Une culture populaire est morte ou existe encore à l'état de vestige à côté de pratiques culturelles populaires venant du sud mais peu visibles dans l'espace public, pratiques culturelles populaires des populations italienne, espagnole, portugaise et plus largement algérienne et marocaine dans toute leur complexité.
- 18 Ce sous-aménagement culturel a commencé à être réduit dans les années 70-80 : ouverture du Colisée, Olympia du Nord, création d'une grande médiathèque centrale et plus récemment, avec l'ouverture du Musée de Roubaix (le Musée André DILIGENT « La Piscine ») dont tout le monde souligne la réussite.
- 19 Notre volonté est de remettre à niveau l'aménagement culturel de la ville dans le cadre d'une cohérence métropolitaine. C'est à ce titre que nous avons accompagné l'Oiseau Mouche pour son installation définitive dans des locaux adaptés à sa créativité, que nous engageons ces mois-ci les travaux de réhabilitation du site qui accueille Autour des Rythmes Actuels (ARA), spécialisée dans les musiques actuelles et que nous engageons un vaste chantier autour de la Condition Publique qui sera l'une des Maisons Folies de Lille 2004, mais plus sûrement aussi, la première Maison de la Culture du XXI<sup>e</sup> siècle sur un concept complètement innovant. Cette remise à niveau de l'aménagement culturel n'est que justice rendue aux habitants de la ville et correspond au rang réel de cette ville dans la hiérarchie métropolitaine et régionale. Mais une simple politique d'équipement ne serait tenir lieu de politique culturelle et je voudrais en définir quelques axes.

- 20 Une politique culturelle part des publics, de leurs demandes et de leurs besoins. L'action culturelle et donc l'intervention auprès des publics est le socle de notre politique. Aujourd'hui, l'intervention auprès des publics ne saurait se réduire à une sensibilisation et un accompagnement des non publics de la culture pour les amener vers la culture, dans une logique de consommation de la culture légitime dont on n'interroge jamais la légitimité et les fondements. Il s'agit, certes, de favoriser l'accès de tous les publics à toutes les cultures mais aussi de travailler à la reconnaissance des pratiques culturelles des populations en question. C'est pour cela, par exemple, que nous travaillons à la mise en place d'un pôle « Musiques actuelles » autour de l'ARA et que nous avons soutenu des initiatives telles que le Centre Culturel du Monde Arabe. Notre politique souligne aussi la nécessité d'encourager, de soutenir l'initiative culturelle du public et notamment ces nombreux groupes de jeunes qui se lancent dans la pratique artistique et la création artistique en musique, certes, mais aussi en danse urbaine et, de plus en plus, dans les arts plastiques et la vidéo. Nous considérons donc que le public doit être acteur de son rapport à la culture et non seulement consommateur de culture et qu'étant acteur, il n'est pas que public mais d'abord considéré comme habitant au sens qu'a ce terme dans nos politiques publiques, quand nous parlons de participation des habitants. Il n'y a pas d'action culturelle citoyenne sans passer par le préalable d'actes de reconnaissance culturelle, donc de reconnaissance de pratiques culturelles, hétérogènes à la culture légitime, donc d'un parti pris de diversité culturelle, c'est-à-dire, d'une gestion multiculturelle de la ville.
- 21 C'est pour cela que nous travaillons, dans l'ensemble de nos activités, à la valorisation des pratiques culturelles contemporaines qui sont au cœur du projet de la Condition Publique. Ce projet de la Condition Publique sera à la fois un espace de fabrique, c'est-à-dire que l'on pourra fabriquer du spectacle, de la culture avec des artistes en résidence et voir ce travail de fabrique, il aura une fonction de diffusion, (démonstration, vitrine), une fonction de convivialité (que la culture ne soit pas qu'une consommation éphémère mais qu'elle encourage aussi un art de vivre). Elle sera enfin, pour les publics, un espace de pratiques et de formation, notamment en direction des jeunes publics, et c'est pour cela que nous avons insisté pour que, dans la Condition Publique, soient installés un espace patrimoine, une station mémoire et une Université Populaire.
- 22 À cette politique de reconnaissance culturelle, j'ajouterai un troisième axe qui a conduit la ville à être labellisée « Ville d'Art et d'Histoire », première ville de ce type, industrielle et populaire, à obtenir ce label. En effet, la prise en compte de la diversité culturelle ne saurait « du passé faire table rase ». Le label « Ville d'Art et d'Histoire » est donc une action de grande ampleur de valorisation du patrimoine (patrimoine urbain) qu'il s'agisse des maisons, des équipements ou des friches industrielles largement réhabilitées. Au-delà des enjeux liés à la valorisation patrimoniale dans un marché immobilier qui redémarre ou à l'émergence d'une industrie touristique locale, c'est sur l'identité qu'il s'agit de travailler. Valoriser le patrimoine, c'est réorganiser son rapport au passé, faire le travail de deuil nécessaire, digérer, interpréter les mutations, se projeter dans l'avenir et c'est pour cela que je définirai la politique culturelle de la ville comme un ensemble d'interventions convergentes vers un objectif central qui est l'accompagnement culturel des mutations urbaines et sociales de cette ville pour organiser un travail en profondeur de recomposition d'identité. C'est sur ce point que j'amorcerai la conclusion de mon intervention.

- 23 Cette ville s'est toujours définie par le travail. Le travail était la raison de vivre de la population tant du patronat que des ouvriers. C'est autour des usines que s'organisait l'habitat et c'est autour des usines et du quartier que s'organisait la vie sociale, festive, associative, syndicale, politique. Le fait de partager le travail dissolvait, en quelque sorte, les oppositions de classe et les différenciations générationnelles et ethniques. L'intégration de la jeunesse dans la cité passait d'abord par des rituels d'introduction dans le monde du travail et si la cohabitation n'était pas facile entre différentes nationalités (on se souvient des actes xénophobes à l'encontre des Flamands ou du caractère très lourd du rapport aux Algériens pendant la guerre d'Algérie), le travail neutralisait ces oppositions (et d'ailleurs, les incidents entre français et belges avaient lieu pendant les périodes de non-travail quand les patrons tentaient d'utiliser les Belges comme jaunes et presque jamais dans les périodes de travail).
- 24 La fonction d'intégration du travail est au cœur de l'identité roubaisienne. On mesure donc mieux le traumatisme qu'a représenté la disparition du travail, qu'il s'agisse de la disparition du travail en tant que tel, ou de la transformation des modes de travail (passage de la production à la distribution, création du groupe AUCHAN, vente par correspondance, transformation des ouvriers en salariés tertiaires, transformation d'une offre structurée sur l'emploi très peu qualifié en offre où le poids des diplômes va croissant sans toujours correspondre d'ailleurs aux postes de travail proposés). Quand le travail n'est plus, qui fait le lien social ? Voilà la question posée à la politique culturelle de la ville. Je voudrais souligner à ce propos, en conclusion, trois enjeux.
- 25 Cette ville a le devoir, dans le cadre de sa stratégie de valorisation patrimoniale, d'organiser un effort de grande ampleur et systématique autour de la mémoire collective, car comme le disent les psycho-généalogistes, « nous payons les fautes de nos ancêtres » et nous paierons longtemps si nous n'y prenons garde, les mythologies qui recouvrent le réel, l'amnésie, le non-dit qui installe le statu quo sur des problèmes douloureux. Pour ne parler que des 50 dernières années, évoquons la manière dont on a rasé les quartiers ouvriers pour édifier les HLM. Comment a été vécue cette déportation, cette déstructuration des liens socio-communautaires traditionnels exigée au nom d'une idéologie du progrès de type hygiéniste car raser les courées, c'était faire accéder les familles à la lumière, à l'eau chaude, à la salle de bain, au confort quoi ! On peut évoquer aussi les traumatismes liés à la guerre d'Algérie, à l'arrivée progressive de vagues migratoires d'Algériens, d'abord Harkis puis immigrés économiques, première, deuxième, troisième, quatrième génération pour certains encore de nationalité étrangère, pour l'immense majorité de nationalité française et donc l'émergence progressive au cœur de cette ville d'une question ethnique plutôt mieux traitée qu'ailleurs, mais cependant sur la longue durée fort complexe et fort lourde. Ne pas parler de cela : les traumatismes, les usines qui ferment, les usines qui brûlent, le centre-ville qui se défigure, les quartiers qui se désagrègent, les histoires de guerre, c'est fortement handicaper l'avenir. Les mémoires collectives font le lien social et redonnent de la dignité à ceux qui ne sont rien en leur redonnant une parole et une inscription dans l'histoire locale, elles accompagnent psychologiquement les populations dans la mutation et on comprend le rôle que peuvent jouer les artistes comme médiateurs dans ce travail de la mémoire qui ne saurait se limiter à de vagues entreprises de célébration – commémoration.
- 26 Le deuxième enjeu est multiculturel. En France, ce terme sent encore le souffre. Il est de bon ton, à son égard, d'évoquer immédiatement les graves dérives anglo-saxonnes, le risque communautariste, la dissolution de la laïcité. Or, mon point de vue est simple : les

viles sont multiculturelles et les relations entre les gens sont interculturelles. L'enjeu n'est pas de promouvoir une politique multiculturelle mais de prendre acte de la réalité. Pour cela, il faudra donc se défaire des vestiges d'un modèle français d'intégration qui entretient le mythe d'une culture nationale homogène dans lequel les particularismes viennent se fondre pour survivre à l'état de trace plus ou moins folklorisante. Car telle n'est pas la réalité à l'heure de la mondialisation économique, culturelle et humaine. Organiser la diversité culturelle est un rude défi car la diversité culturelle peut effectivement dériver facilement sur une logique de fragmentation de la ville dans une juxtaposition des espaces collectifs. Aussi, l'organisation de la diversité culturelle est d'abord une réflexion sur la réalité de la mixité sociale et culturelle de l'espace public. Un théâtre, une médiathèque, un musée, un festival sont des espaces publics et il est probable que les enjeux de mixité sont plus aigus sur ces espaces publics que dans le domaine de l'habitat. La mixité sociale et culturelle n'est pas gagnée même dans une ville comme la nôtre qui prend acte de la diversité culturelle, y compris dans ses programmations. On voit bien que dans un même festival, on peut programmer de la musique baroque comme du Raï, sans pour autant que ces pratiques relèvent de la mixité : chacun son public et ces publics ne se fréquentent pas. La prise en compte de pratiques culturelles hétérogènes à la culture légitime dans la programmation est en cours. Le marché y aide beaucoup. Mais ayant fait cela, nous sommes devant le vrai problème qui est celui du partage des publics et du dialogue entre pratiques culturelles.

- 27 Troisième et dernier enjeu : la laïcité. La ville de Roubaix s'est construite dans un dialogue contradictoire entre l'influence catholique et l'influence laïque. Une classe ouvrière fortement laïcisée a été représentée par les socialistes, les républicains et les radicaux. Par exemple, on observera qu'au début du XXe siècle, un réseau de places a été édifié portant les beaux noms de « Liberté – Progrès – Nation – Fraternité », réseau de places ne comportant aucune église et marquant ainsi l'inscription dans l'espace public de l'idéal laïque. Cette période de confrontation a été relayée par une période de dialogue marquée dans la gouvernance de la ville par des mandats électoraux où se fréquentaient démocrates chrétiens et socialistes laïques. Victor PROVO et André DILIGENT en sont des exemples fervents et nous ne sommes certainement pas totalement sortis de cette configuration. Or, la question laïque revient. La ville de Roubaix c'est trois pagodes et sept lieux de culte musulmans, à côté des églises et du temple protestant, c'est la nécessité dans le cadre de la loi de 1905 de prendre en compte cette liberté publique fondamentale qu'est la liberté de pratiquer sa religion et de la prendre en compte réellement en organisant l'égalité de traitement entre ces cultes. Mais au-delà, le retour de l'expression religieuse pose la question d'une réarticulation de l'espace public, de la laïcité et du fait religieux. C'est à l'évidence, aujourd'hui, dans une ville monde comme Roubaix, l'un des enjeux les plus significatifs et c'est là qu'on voit, et cela sera ma conclusion, qu'engager une politique culturelle adaptée à la ville et donc nécessairement atypique et innovante, amène à poser à travers les questions de l'identité territoriale, de l'organisation du vivre ensemble sur un territoire, des questions qui portent au fondement même du contrat social dans ce pays.

---

## NOTES

1. Colloque organisé par l'Université de Lille 3, le centre de recherche GERICO et l'ENS de Lyon (équipe de recherche Communication Culture et société) aux Archives de Monde du travail à Roubaix. Nous remercions l'auteur et les organisateurs du colloque de nous autoriser à publier cette intervention dans le cadre de notre revue.

---

## INDEX

**Mots-clés** : urbanisme, politiques de la ville, renouvellement urbain

**Keywords** : town planning, urban renewal

## AUTEUR

**MICHEL DAVID**

Directeur général, ville renouvelée, éducation et culture – ville de Roubaix